De nouvelles conditions de vie sur Terre

JEAN-PAUL DELÉAGE

Inexorablement, l'exception devient l'ordinaire. Et la canicule qui a balayé l'Europe cet été 2003 et qui fit de ce mois d'août en France l'été le plus meurtrier depuis la Libération est apparue aux yeux de tous comme un fait majeur de société. Incendies de forêt, vagues de chaleur, pollution généralisée par l'ozone, sécheresse dramatique pour des dizaines de milliers de paysans, assèchement des fleuves et des nappes phréatiques sont autant d'épisodes qui mettent en évidence l'extrême fragilité de nos sociétés ivres de leur puissance technologique. Il y a désormais un ensemble de signes qui confirme l'intuition écologique d'une modification tumultueuse des conditions de vie sur Terre, et notamment d'un réchauffement climatique global sous l'effet des activités humaines.

Un changement climatique global ?

Le conflit entre la croissance matérielle indéfinie de la civilisation industrielle et la finitude de notre Terre vivante se manifeste dans la dérive des climats désormais avérée en raison des activités humaines. Les humains procèdent déjà à une expérience de géophysique à grande échelle, surtout en renvoyant chaque année trois milliards de tonnes de CO² dans l'atmosphère et non absorbées dans l'océan, c'est-à-dire en quelques siècles, du carbone organique concentré et accumulé sur des dizaines de millions d'années dans les couches sédimentaires de la lithosphère. Le mécanisme en jeu est celui de l'augmentation de l'effet de serre par le CO² et d'autres gaz émis par les activités humaines comme le méthane CH⁴, la vapeur d'eau et les CFC, aussi responsables du « trou » dans la couche d'ozone. On évoque traditionnellement comme premier risque du réchauffement climatique l'élévation du niveau de l'océan mondial. Les effets les plus spectaculaires d'une élévation de un mètre d'ici 2100 prévus par les scénarios les plus pessimistes rayeraient de la carte les petits États îliens du Pacifique et noieraient aussi d'eaux salées les

deltas très productifs et peuplés des grands fleuves tropicaux. Cette hypothèse est la plus probable. En effet, si les tendances actuelles de rejets de gaz à effet de serre se poursuivent, la hausse de la température moyenne terrestre pourrait atteindre 5° Celsius d'ici la fin du siècle^[1]. Les prévisions les plus récentes du Groupe d'experts gouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC) sont plus alarmantes encore puisque les changements climatiques prévus par les modèles pourraient intervenir dès le milieu du siècle.

Le passage du Nord-Ouest

Le géologue Andrew Shepard rappelle que depuis 1992, c'est-à-dire exactement dix ans, la banquise du pôle sud a perdu 10 mètres d'épaisseur et 31 km² de surface. Quant au célèbre passage du Nord-Ouest que depuis cinq siècles des marins venus de l'Atlantique cherchent à contourner au nord de l'Amérique pour accéder plus rapidement aux richesses de l'Extrême-Orient, il sera ouvert à la libre navigation avant quelques dizaines d'années. En effet, alors que la température moyenne du globe a augmenté d'environ 0,7 °C depuis un siècle, celle de l'Océan arctique s'est élevée pour sa part de 2 °C pendant la même période. Comme le rappelle James Delgado, directeur du musée maritime de Vancouver: «*Si nous, l'espèce humaine, sommes responsables de cette ouverture, c'est une leçon d'humilité, étant donné l'histoire terrifiante de ce lieu*^[2]. » Les responsables du *National Snow and Ice Data* de Boulder ont annoncé pour leur part^[3] que la banquise avait atteint son niveau le plus bas depuis qu'on a commencé à prendre ses mesures par satellite, il y a un quart de siècle.

L'ouverture du passage du Nord-Ouest aura lieu pour le meilleur et pour le pire. Pour le meilleur d'une minorité fortunée en ouvrant la voie au tourisme et au commerce pour le profit de quelques-uns. Pour le pire des peuples arctiques car la civilisation Inuit plurimillénaire, qui remonte à la dernière période glaciaire, sera condamnée. Inversement, les armateurs s'enthousiasment déjà pour ce canal de Panama du Nord qui permettra de réduire de plus de 9000 kilomètres le trajet de l'Europe vers l'Asie orientale. En effet, comme l'écrit Rob Huebert, directeur associé du Centre d'études militaires et stratégiques de l'université de Calgary: «*On peut réduire considérablement la durée du voyage et, dans le transport maritime international, le temps, c'est de l'argent*^[4]. » En particulier les pétroliers géants qui ne seraient plus contraints d'emprunter le canal de Panama seraient les premiers bénéficiaires de ce gain de temps générateur de nouveaux profits financiers.

[1] R.T. Watson et al., *Climate Change 2001 : Synthesis Report* (Synthèse du troisième rapport du GIEC), Cambridge Univ. Press, Cambridge, 2002. Sur ce point, voir aussi J.-P. Deléage, *La biosphère, notre Terre vivante*, Gallimard, Paris, 2001, p. 77 à 81.

[2] J. Delgado, *Courrier International*, n° 647, 27 mars-6 avril 2003. James Delgado est l'auteur d'un ouvrage fondamental *Across the top of the world. The quest for the Northwest passage*, British Museum Press, Londres, 1999.

[3] *Courrier International*, n° 647.

[4] *Ibid.*

L'annonce d'une tragédie

Au-delà de sa portée symbolique et de ses conséquences économiques, l'ouverture du passage du Nord-Ouest témoigne d'une caractéristique générale et préoccupante des changements à venir : leur inégale répartition et l'amplification des conditions climatiques extrêmes ; ainsi, par exemple, si aujourd'hui dix-neuf pays, surtout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord souffrent déjà de la sécheresse, leur nombre devrait doubler d'ici 2025. Le sud de l'Europe subirait une diminution des pluies tandis que le nord-ouest verrait s'aggraver les risques d'inondation. Scénario identique attendu en Australie avec aridité accrue de l'immense désert central et pluies diluviennes amplifiées sur les régions côtières déjà aujourd'hui les plus arrosées. Dans son troisième rapport (2001), le GIEC résume ainsi les changements attendus pour 2100 : « *Le nombre d'événements de précipitations intenses augmentera sur beaucoup de régions et il est vraisemblable que les vents maximaux et les pics de précipitations soient plus nombreux sur certaines régions*^[5]. » En Asie, les simulations de l'effet de serre suggèrent une accélération du cycle hydrologique. Ainsi certains modèles prévoient un renforcement des pluies de moussons en Asie, et donc des inondations accrues aux effets catastrophiques.

Plus généralement, les glissements climatiques vers les pôles et les sommets montagneux seraient respectivement de 150 kilomètres vers le nord dans l'hémisphère boréal et de 150 mètres vers les sommets par degré d'élévation de la température. Les changements pourraient aussi gravement affecter la santé humaine avec l'extension des zones menacées par le paludisme, la fièvre jaune, la maladie du sommeil. Quant au traumatisme imposé aux grandes formations végétales du globe, il serait d'autant plus important que les possibilités migratoires sont considérablement réduites en raison des obstacles imposés par les équipements humains : zones urbanisées ou vouées à l'agriculture intensive, multiplication des réseaux de transport, autant de coupures infranchissables qui zèbrent désormais les paysages contemporains. Ainsi, l'orgie énergétique des nantis sera-t-elle responsable d'une dégradation sans fin des conditions d'existence terrestre de toute civilisation humaine.

Et en ce sens, l'ouverture du passage du Nord-Ouest témoigne concrètement d'une menace plus générale pour l'humanité entière. Avec l'augmentation anthropique de l'effet de serre et le changement climatique, c'est bien ici et maintenant d'un risque global pour l'humanité qu'il s'agit.

[5] R.T. Watson, *op. cit.*

Faire face à l'agression climatique

Face à ce risque majeur et global, dire la vérité est sans doute le premier geste qui sauve. Ainsi dans le monde pragmatique et réaliste de la finance, la prévention et la réparation des dommages climatiques deviennent des problèmes fondamentaux pour l'ensemble des régions de la planète. Et si aujourd'hui, les pertes liées aux calamités naturelles sont, en pourcentage du PIB, vingt fois plus importantes dans les pays pauvres que dans les pays industrialisés, l'ampleur des dégâts liés aux changements climatiques qui peuvent être infligés à une économie mondialisée exige désormais une pratique planétaire de gestion des risques. Une pratique et une politique planétaires et solidaires afin d'empêcher que les victimes expiatoires de ces dérèglements restent indéfiniment les plus démunis, les damnés de la terre.

Pour notre malheur, le temps politique dominant n'est pas le temps de l'écologie et de la responsabilité. Paraphrasant Bossuet, il convient d'affirmer qu'il ne suffit plus de s'affliger des effets tout en s'accommodant des causes. Et quoi qu'il en soit des petits calculs politiques, il va bien falloir assumer les décisions que chaque épisode dramatique rend plus pressantes. Décisions politiques judicieusement informées par l'observation scientifique. Décisions politiques qui remettent en cause l'utopie prométhéenne de la toute puissance de la technoscience.

Car si l'humanité est responsable du réchauffement climatique, de véritables ruptures doivent s'imposer dans nos modes de vie, dans nos modes de production et de consommation, ainsi que dans les tendances lourdes de nos sociétés qui aboutissent à la paralysie de la décision publique, découragent l'initiative citoyenne et brident toute imagination écologique, comme l'a écrit récemment Jean-Paul Besset dans le quotidien *Le Monde*^[6]. Et c'est donc surtout l'idée de limite qu'il faut introduire au cœur de toute activité humaine, *a contrario* du consensus dominant nos sociétés^[7]. Car il en va de la possibilité même d'une quelconque activité pour l'humanité qui vient. Concernant les décisions politiques déchirantes qui s'imposent désormais aux dirigeants de notre pays, on lira avec attention les propositions fondamentales de Greenpeace France exprimées récemment par sa nouvelle directrice générale Michèle Rivasi^[8]. En définitive, si la pensée écologique fait preuve de la créativité nécessaire, en face, les structures politiques demeurent, quant à elles, sans imagination et stériles. Faut-il les réformer ? Faut-il en changer ? Et comment ? Telles sont les questions à l'ordre du jour.

[6] J.-P. Besset, « Faire face à l'agression climatique », *Le Monde*, août 2003.

[7] J.-P. Deléage, « L'environnement au 20^e siècle », *La Pensée*, 331, juillet-septembre 2002, p. 5 à 17.

[8] M. Rivasi, « Brûlantes leçons d'un été torride », *Le Monde*, 23 septembre 2003.